De la pratique à l'abus

Pouvoirs, clientélisme et administrateurs au XVIII^e siècle

From practice to abuse: Powers, clientelism and administrators in the 18th century

Céline Ronsseray

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/plc/821>

DOI : 10.4000/plc.821

ISSN : 2117-5209

Éditeur

L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2010

Pagination : 93-127

ISBN : 978-2-296-1141-3

ISSN : 1279-8657

Référence électronique

Céline Ronsseray, « De la pratique à l'abus », *Pouvoirs dans la Caraïbe* [En ligne], 16 | 2010, mis en ligne le 06 mai 2011, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/plc/821> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/plc.821>

DE LA PRATIQUE A L'ABUS :
POUVOIRS, CLIENTELISME ET ADMINISTRATEURS AU XVIII^E SIECLE

Céline RONSSERAY

Ingénieur de recherches au Centre

International de Recherches sur les

Esclavages (CIRES)

Membre du CRPLC

Université des Antilles et de la Guyane.

« Un gouverneur est toujours le maître dans son gouvernement, et surtout dans ces pays-ci que l'on est éloigné du soleil ¹ ».

Duclos, ordonnateur de la Louisiane en 1713.

L'inventaire analytique des arrêts, déclarations et ordonnances concernant les colonies – réalisé par Odile Krakovitch – fait apparaître conjointement la notion de « pouvoir administratif » associée à celles d'« abus d'autorité et de pouvoir » et de « malversation ». Le nombre d'occurrences au sein de cette compilation entre 1666 et 1779 révèle que ces usages sont variés dans leurs formes et répandus à l'ensemble des colonies françaises². Par définition, les administrateurs coloniaux sont des hommes de pouvoir et d'influence : la naissance, la fortune et la fonction sont autant d'éléments qui participent à asseoir leur autorité dans la colonie³. En Guyane comme dans la France d'Ancien Régime, la réussite et la conquête du pouvoir relèvent autant des qualités personnelles que d'un subtil jeu d'influences. Des solidarités naissent des relations professionnelles, des services faits réciproquement, des liens d'intérêt, d'amitié ou de parenté. Mais à quel moment peut-on considérer franchie la ligne séparant l'autorité légitime au despotisme ?

¹ ANOM, sous série C^{13A}, registre 3, f°169.

² Krakovitch Odile. *Arrêts, déclarations, édits et ordonnances concernant les colonies 1666-1779 : Inventaire analytique de la série Colonies A*. Paris : Ed. des Archives Nationales, 1993. p. 462.

³ Regourd François. « Hommes de pouvoir et d'influence dans une capitale coloniale. Intendants et gouverneurs-généraux à Port-au-Prince dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle », p. 182-214, in : Pontet Josette (éd.). *Des hommes et des pouvoirs dans la ville XIV^e-XX^e siècles : France, Allemagne, Angleterre, Italie*. Talence : CESURB-Histoire/Université de Michel de Montaigne-Bordeaux III, 1999.

En soi, la pratique du pouvoir administratif – et surtout de ses déviances – est un phénomène complexe à cerner. Entrent alors en jeu les mécanismes multiples de conflit, de dissimulation, d'intimidation, de manipulation et de clientélisme⁴. Il s'agit là de l'un des pièges de l'histoire de la bureaucratie. Ces manœuvres n'apparaissent pas dans la production archivistique classique des administrations, à l'exception des stratégies grossières. Les tentatives d'influence se font jour lors de dénonciations, ce qui sans nul doute est peu fréquent. Il en va de même pour les pratiques de pouvoir allant jusqu'à la corruption. Xavier Huetz de Lempz a évoqué dans le cadre de ses derniers travaux la carence de publications ayant pour sujet central la corruption, en dépit d'un intérêt croissant du grand public⁵. Objet complexe, la corruption est considérée dans le cas de cette étude comme la poursuite d'un intérêt privé aux dépens d'un intérêt public. Cette appropriation illégale de biens publics pose le problème de la séparation entre la sphère publique et la sphère privée⁶.

Pourtant en faisant le choix au XVIII^e siècle de l'administrateur-planteur au détriment du fonctionnaire détaché voulu par Colbert, les autorités ministérielles prennent le risque de voir se chevaucher les intérêts en question. Les notions de pratiques déviantes du pouvoir existent bien à l'époque moderne comme l'ont prouvé Michel Bertrand, Mickaël Augeron et Jean-Claude Waquet⁷.

⁴ « Clientélisme : le clientélisme est avant tout un type de relation de dépendance personnelle caractérisé par un échange informel de ressources entre partenaires inégaux. (...) Les rapports entre fonctionnaires et élus, entre représentants politiques et citoyens peuvent être de nature clientéliste ». Reno Fred, Méron Julien, *Petit dictionnaire du débat politique : Guadeloupe, Guyane et Martinique*. Petit Bourg : Ibis Rouge, 2004. p. 29.

⁵ Huetz de Lempz Xavier. *L'archipel des épices : la corruption de l'administration espagnole aux Philippines (fin XVIII^e – fin XIX^e siècle)*. Madrid : Casa de Velásquez, 2006. p. 1.

⁶ « La distinction du public et du privé est conventionnelle ». Paul Veyne. « Clientèle et corruption au service de l'Etat. La vénalité des offices dans le bas-empire romain », *Annales Economies. Sociétés. Civilisations*, 36 (3), 1981, p. 353. Cité par Huetz de Lempz Xavier, *op. cit.*, p. 2.

⁷ Bertrand Michel. *Grandeur et misère de l'office : les officiers de finances de Nouvelle-Espagne (XVII^e-XVIII^e siècles)*. Paris : Publications de la Sorbonne, 1999. 458 p. ; Augeron Mickaël. « La bureaucratie en Amérique espagnole : entre fidélités et dépendances (XVI^e-XX^e siècles) » : *historiens et géographes*, tome 374, 2001. p. 233-250. ; Waquet Jean-Claude. *De la corruption : morale et pouvoir à Florence aux XVI^e et XVII^e siècles*. Paris : Fayard, 1984. 257 p.

Tout comme Huetz de Lempis pour les Philippines, notre période d'observation de l'administration coloniale en Guyane correspond à sa lente modernisation avec l'arrêt de la vénalité des offices et la mise en place d'une formation de plus en plus réglée.

Cependant, le népotisme et les prévarications de toutes sortes ne disparaissent pas pour autant et certains « usages » demeurent. La question est de savoir si la colonie de Guyane suit l'exemple de ses voisines espagnoles dans leurs rapports à la fraude et à la corruption. Ces phénomènes de personnalisation des pratiques du pouvoir sont favorisés par la grande distance entre la colonie et la métropole limitant les contrôles. La petite taille de la colonie ainsi que le nombre restreint des agents laissent le champ libre pour des personnages charismatiques et influents.

Cette présentation s'organise donc autour du pouvoir de ces administrateurs envoyés à Cayenne au XVIII^e siècle, des relations que ceux-ci entretiennent avec leurs amis et les abus qui peuvent en naître : une variation du licite à l'illicite, des relations confraternelles entre collègues au despotisme.

I. De l'usage des parents, des amis et des autres connaissances

Le clan familial, les amis et les « amis des amis » participent aux différents cercles du pouvoir et de la réussite pour les agents du roi au XVIII^e siècle⁸. En Guyane française comme dans les autres colonies, l'insertion des administrateurs fraîchement débarqués de métropole s'effectue avec quelques difficultés au sein de la société locale à moins d'un mariage créole. Cette faiblesse est compensée par le soutien d'une institution, de collègues, ou d'un clan. Le temps de la carrière est ainsi employé à constituer un réseau concentrique d'appuis dans la seule entreprise de conforter l'influence dudit administrateur.

⁸ Cadilhon François. « Les amis des amis : les cercles du pouvoir et de la réussite en France au XVIII^e siècle », *Revue historique*, janvier-mars 1993, n°289, p. 115-130.

A. Une carrière dans l'ombre d'un plus grand que soi

Nos recherches ont mis en lumière l'inscription des administrateurs dans un parcours familial : un jeune enseigne ou commis de la Marine, futur agent en Guyane, a très souvent commencé avec l'appui, ou auprès d'un parent, d'un protecteur. C'est ainsi que Frédéric Joseph Guillot, commissaire civil en Guyane en 1792, débute au sein de l'administration maritime à Saint-Malo comme employé sous les ordres de son père commissaire de la Marine⁹. Du côté de l'épée, les fils Guillouet d'Orvilliers ont débuté sous la direction de leur oncle comme François Lefebvre de La Barre à défaut de leur père¹⁰.

Les employés subalternes ne présentent pas un réseau familial aussi puissant que les cas évoqués précédemment. Il leur faut donc imaginer d'autres stratégies pour garantir carrière et avancement. Il semblerait que certains aient trouvé la solution en s'attachant au service d'un officier supérieur. Parmi les parcours professionnels des administrateurs passés en Guyane, des officiers supérieurs apparaissent à différentes étapes et en différents lieux : tout porte à croire que ces petits ou moyens officiers suivent leurs responsables au cours de ces différentes nominations, ceux-ci leur assurant l'avancement souhaité en échange d'une loyauté sans bornes. Fils d'un échevin de Monfort en Gascogne, Pierre Mathurin Prévost entre au sein de l'administration de la Marine et des Colonies à Cayenne à l'âge de vingt ans¹¹. Employé à l'intendance de Cayenne, il est sous les ordres de l'ordonnateur Antoine Philippe Lemoyne. Il affiche très rapidement une attitude des plus libertines mais ce sont les prévarications commises dans le cadre de ses fonctions qui lui attirent les foudres du conseil supérieur. Malgré les actes avérés, l'ordonnateur lui témoigne un soutien indéfectible et continue de l'employer. Après cet épisode guyanais, il repasse à Rochefort en 1763 où il est écrivain ordinaire alors que Lemoyne y est commissaire général et ordonnateur des colonies entre 1764 et 1772. Cette collaboration se poursuit en 1766 quand Prévost est attaché au service personnel de Lemoyne nommé alors commissaire général à la Cour¹². La carrière et les nominations de Prévost ont suivi celle d'Antoine Philippe Lemoyne pendant

⁹ SHD-Vincennes, Marine, série CC7, dossier 1127.

¹⁰ AN. Paris, Marine, série C7, dossier 231.

¹¹ AN. Paris, Marine, série C2, dossiers 43-44, p. 131.

¹² AN. Paris, Marine, série C2, dossiers 43-44, p. 131.

près de vingt ans. Si la durée de cette association est particulièrement exceptionnelle, celle-ci n'en est pas moins fréquente.

Jacques Maillart Dumesle a croisé au cours de sa carrière des dizaines d'agents subalternes mais deux ont réussi à suivre son sillage de Rochefort à Cayenne : Le Roy de Préville et Marrier de Chanteloup. Marrier est présenté sur ses états de service lors de sa demande de mise en retraite comme un agent « *plus pur et plus zélé* »¹³. Mais c'est bien Le Roy de Préville qui tire le plus avantage de la protection du commissaire de la Marine Maillart Dumesle qui le présente en 1767 comme un « *très bon sujet qui sert depuis très longtemps ; il est très intelligent et fort actif, il m'en a donné des preuves dans toutes les occasions (...). On a reproché à la vérité à ce sujet d'avoir été jadis dissipé, mais cette prévention doit cesser aujourd'hui, et depuis 4 ans qu'il sert sous mes ordres soit à Rochefort, soit ici, je lui ai reconnu une application et une conduite qui doivent faire oublier le passé, effet de pure jeunesse* »¹⁴. L'ordonnateur Maillart quitte la Guyane en 1769 alors que ces deux protégés y poursuivent leur ascension : Le Roy de Préville y est nommé ordonnateur de 1778 à 1785 après un intérim en 1773¹⁵. Marrier de Chanteloup passe à Saint-Domingue en 1773 : en l'espace de six ans, il évolue d'écrivain à commissaire avant de repasser en Guyane comme commissaire conciliateur en 1790¹⁶.

Il semblerait que ces phénomènes de tandems d'administrateurs soient plus fréquents parmi les officiers de plume. Ces pratiques ne prennent pas fin avec l'Ancien Régime. Si l'intérêt majeur – dont un avancement rapide – est facilement identifiable pour un officier subalterne, les raisons qui motivent un officier supérieur à protéger un subordonné sont plus subtiles à cerner. Certes, il s'assure la fidélité et le zèle d'un subordonné au sein d'une administration qui ne lui est pas toujours acquise d'office. Il s'agit là des contre-pouvoirs identifiés par Guy Thuillier comme les éléments qui rendent obscure la science administrative : « *l'étude de la corruption*

¹³ ANOM, série E, dossier 303 / série EE, dossier 1359 13.

¹⁴ ANOM, série D²d, dossier 6, f°90.

¹⁵ ANOM, série E, dossier 342.

¹⁶ ANOM, série E, dossier 303 / série EE, dossier 1359 13.

*s'intéresse au "par dessous", au "clandestin privatisé" »¹⁷. Nous pouvons appréhender les raisons de ce type d'alliance avec les explications fournies par un ordonnateur à l'occasion d'une démarche similaire. Jean-Pierre Masse, dans un de ses courriers justifiant sa demande de placement d'un de ses anciens subordonnés, apporte quelques éléments officiels de justification : « *Quelque zèle et quelque vigilance ait un administrateur, il a besoin de pouvoir compter sur la bonne volonté, sur l'intelligence et même sur l'attachement de ses collaborateurs. Un retour mutuel d'estime et de confiance entre le chef et les subordonnés double les facultés et l'activité. On ne peut obtenir ces avantages que lorsque le chef a eu en quelque sorte, la liberté de choisir les officiers qui doivent le seconder*¹⁸ ». La qualité du service de la Marine est donc présentée comme le principal enjeu de ces demandes et c'est pourquoi Masse demande la nomination avec lui à Cayenne de deux anciens officiers d'administration de Sainte-Lucie et Tobago, Roustagneuq et Duranty – faveur obtenue le 28 nivôse an IV (18 janvier 1796).*

En assurant leur avancement, ces officiers s'assurent en retour leur fidélité. Ces petits fonctionnaires se révèlent être les premiers éléments d'une clientèle locale.

B. « Une place... un brevet... une pension » : les réseaux de recommandations et de soutiens des administrateurs

La correspondance de la Marine et des Colonies regorge de courriers de recommandations de parents et de protecteurs dans le seul but d'obtenir les bonnes grâces du ministère. Si les administrateurs et leurs familles sont clairement identifiés, la cartographie de leurs réseaux de soutien est une chose mal connue.

Une carrière dans les colonies est très attractive pour les officiers de la Marine. Pourtant, pour reprendre le propos de Jean-Pierre Samoyault sur le ministère des Affaires étrangères, « *l'entrée dans l'administration (...)*

¹⁷ Thuillier Guy. *Pour une histoire de la bureaucratie en France*. Paris : Comité pour l'histoire économique et financière de la France/Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie, 1999, p. 172-409.

¹⁸ ANOM, série EE, dossier 1371 22.

*n'étant pas réglée par aucun concours ou recrutement sur titres, il fallait pouvoir s'en faire ouvrir les portes*¹⁹». Le patronage et les liens d'amitié sont déterminants pour accéder à une place, ou obtenir brevets et pensions. Mais de qui se prévaut-on pour obtenir de l'avancement dans les colonies ? Il semblerait qu'il y ait une hiérarchie des soutiens : les ministres et les grands commis, les grandes familles de la noblesse, les officiers supérieurs de la Marine et des Colonies et enfin des administrateurs subalternes. Très logiquement, un commis d'administration ne présente pas le même réseau qu'un officier de vaisseau et gouverneur des colonies à moins d'une ascendance exceptionnelle.

Les ministres sont au cœur des réseaux les plus importants et les plus complexes. Un premier groupe d'administrateurs de Guyane s'est formé autour de la famille de Pontchartrain et Maurepas. C'est en épousant la fille d'Antoine Lefebvre de La Barre que Rémy Guillouet d'Orvilliers bénéficie de son réseau d'alliances. En effet, Lefebvre de La Barre profitait, en plus de la protection ministérielle de Jean Phélypeaux de Pontchartrain²⁰, de celle des Voyer d'Argenson²¹ et des Aguesseau²² avec qui sa famille est liée par la parenté ou l'amitié²³. Malgré un tel éventail de personnalités étatiques de renom, Rémy Guillouet d'Orvilliers cultive des amitiés et des protections particulières. Il est dit « *compère* » du capitaine de vaisseau Jean-Baptiste comte de Gennes (1656-1705), gouverneur de Saint-Christophe en 1698²⁴. Son réseau de soutien ne se limite pas aux gens de mer mais également à la

¹⁹ Samoyault Jean-Pierre. *Les bureaux du Secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères sous Louis XV*. Paris : Pedone, 1971. p. 158.

²⁰ Louis Phélypeaux de Pontchartrain, comte de Maurepas (1643-1727) : premier président au parlement de Bretagne, il réunit jusqu'en septembre 1699 les fonctions de contrôleur général des finances, de secrétaire d'Etat à la Marine et de secrétaire d'Etat à la Maison du Roi. Chancelier de France (1699-1714).

²¹ Marc-René de Voyer de Paulmy d'Argenson (1652-1721) : ministre d'Etat et lieutenant général de police (1697-1718), Garde des Sceaux (1718-1720) et président du Conseil des finances sous la Régence.

²² Henri-François d'Aguesseau, seigneur de Fresnes (1668-1751) : issu d'une famille de parlementaires, chancelier et Garde des Sceaux (1717-1718), à nouveau chancelier (1727-1750), Garde des Sceaux (1737) et membre honoraire de l'Académie des Sciences en 1730.

²³ Dube Pauline. *La Nouvelle-France sous Joseph-Antoine Le Febvre de la Barre 1682-1685*. Québec : Ed. Septentrion, 1993. p. 13.

²⁴ Artur Jacques-François. *Histoire des colonies françaises de la Guianne*. Ibis Rouge éditions, 2002. p. 411.

robe parisienne avec Louis d'Héricourt (1687-1752)²⁵. Ces connexions lui permettent d'accorder en retour sa protection, à la demande du secrétaire d'Etat à la Marine Jérôme Phélypeaux de Pontchartrain (1699-1715)²⁶, au sieur Trehart qui arrive dans la colonie comme écrivain ordinaire des colonies en 1709²⁷. Près de quarante ans plus tard, le réseau est toujours aussi actif. C'est le petit-fils de Rémy Guillouet d'Orvilliers qui est gouverneur de la colonie, et le secrétaire d'Etat Jean-Frédéric Phélypeaux de Maurepas lui recommande cette fois le commis Despluyres pour l'engager dans l'un des services de Cayenne²⁸.

L'ordonnateur Delacroix bénéficie quant à lui de la protection de Jean-Frédéric Phélypeaux de Maurepas grâce à son père César-Marie Delacroix, commissaire général de la Marine. C'est cet appui ministériel qui lui fait obtenir en 1749 un brevet de petit commissaire²⁹. La pension versée à sa veuve à la suite de son décès est obtenue grâce au soutien de Jean-Baptiste Dubucq, premier commis au bureau des colonies et conseiller d'Etat³⁰. C'est également par son père que Louis Le Neuf de La Vallière obtient la protection de Maurepas : le ministre assure à Michel Le Neuf de la Vallière en 1732 l'avancement au moment opportun de ses deux fils³¹. Entré au service de la Marine en 1701, Jean-Baptiste de Silly (fils) bénéficie des recommandations de Maurepas à l'occasion de son séjour en Nouvelle-France en 1730 : « *il est par son intelligence et sa droiture en état de vous soulager dans les détails des magasins des troupes et de la caisse et même de beaucoup d'autres affaires lorsqu'il aura servi quelques temps dans la colonie*³² ». Le ministre n'est pas le seul à se féliciter de l'administrateur car

²⁵ ANOM, série B, registre 31, f°77 : lettre de recommandation de M. d'Héricourt en faveur de Guillouet d'Orvilliers du 6 juin 1708.

²⁶ Fils du susnommé. C'est la preuve que les liens reçus par Lefebvre de La Barre sont toujours actifs.

²⁷ ANOM, série B, registre 31, f°376.

²⁸ ANOM, sous série C¹⁴, registre 20, f°13.

²⁹ ANOM, série E, dossier 245.

³⁰ ANOM, série E, dossier 243.

³¹ Roger-Comeau Jacques. « Michel le Neuf de la Vallière », in : *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*, 2000, University of Toronto/Université Laval, [en ligne] : < URL : <http://www.biographi.ca/fr/ShowBio.asp?BioId=35038&query=la%20AND%20valli%C3%A8re> >

³² ANOM, sous série C^{11A}, registre 50, f°1562.

ce dernier se prévaut des éloges de l'intendant du Québec Hocquart³³ formulés lors de son départ de la Nouvelle-France pour la Guyane : il voit en lui un officier « *universellement aimé et regretté de tout le corps des officiers et des habitants. Il a marqué dans toute sa conduite beaucoup de sagesse et de désintéressement. Il est fâcheux que sa santé et le climat ne luy ayant pas permis de rester plus longtemps au Canada où il auroit continué de me seconder par l'entière confiance que je lui avoit donné et qu'il méritoit*³⁴ ». Certes, les éloges d'un ministre sont importants mais l'intendant Hocquart est une personnalité prestigieuse de l'administration coloniale liée à d'autres administrateurs tout aussi importants tels que Gabriel Clieu d'Erchigny, gouverneur de la Guadeloupe de 1737 à 1749 et de 1750 à 1752.

Les protections gagnées au cours d'une vie et d'une carrière sont très souvent, pour un administrateur, une garantie supplémentaire à transmettre à ses enfants. Ainsi Lamoureux de la Genetière fait valoir en 1778 ses soutiens, somme toute prestigieux, qui serviront lors de sa demande de poste pour son fils dans l'administration de la Marine à Rochefort. « *Il a l'honneur d'appartenir* », non à Maurepas, mais à sa femme, Marie-Jeanne Phélypeaux de La Vrillière (1704-1793). Son dossier à la Marine dispose également d'une lettre de soutien de Louis Joseph de Bourbon-Condé datée de 1778³⁵. Il s'agit ici d'un réseau à la fois militaire et lié à la noblesse en adéquation avec la personnalité de ce gouverneur furtif de la Guyane. Ses soutiens lui ouvrent les portes d'une carrière dans les colonies – carrière écourtée par son décès à son arrivée à Cayenne – convoitée par nombres d'officiers du département de la Guerre depuis l'ouverture voulue par Choiseul.

D'autres ministres font l'objet de sollicitations en tous genres. Les secrétaires d'Etat à la Marine polarisent un nombre important d'administrateurs coloniaux, de la Guyane notamment. Le nom de Choiseul peut également servir à ouvrir des portes *a posteriori* comme le prouve le

³³ Gilles Hocquart de Champéry (1694-1783) : fils de l'intendant de Toulon Hocquart de Seulles, il a un frère gendre de l'intendant du Havre Clieu d'Erchigny, commissaire général faisant fonction d'intendant au Canada (1729), puis intendant au Canada (1731-1748) ; il termine sa carrière comme intendant de marine à Brest (1749-1764) et conseiller d'Etat (1754).

³⁴ ANOM, sous série C^{11A}, registre 53, f°150.

³⁵ Louis-Joseph de Bourbon-Condé (1736-1818) : il est Grand maître de France à la mort de son père en 1740, nommé lieutenant général des Armées en 1758, et colonel général de l'Infanterie en 1780.

trésorier Le Villain qui demande en 1787 une place de vice-consul en Amérique avec la recommandation de «*feu le duc de Choiseul et de Madame Duchesne de Gramont... qui l'honorent de leur protection*³⁶».

Sartine reste que six années à la Marine mais un grand nombre d'officiers de plume nommés en Guyane gravite autour de sa personne³⁷ : Maillart Dumesle, Prévost de Lacroix et Malouet. Grâce à sa participation à la bataille de Minorque, Maillart est assuré de la satisfaction du maréchal de Richelieu³⁸ et du marquis de La Galissonnière³⁹, ces deux officiers étant cousins. A la suite de cette distinction, il est nommé commissaire ordonnateur de la Marine sur l'île de Minorque avant de repasser à l'arsenal de Toulon. Sa fin de carrière est saluée par Sartine alors ministre qui lui écrit en 1778 : «*mon estime vous est acquise*⁴⁰». Malouet, quant à lui, voit le changement de secrétaire à la Marine comme un tournant pour sa carrière qui débute : «*L'arrivée de M de Sartine au ministère ne pouvait que m'être favorable. C'était un tout autre homme que M de Boynes, avec moins de moyens... Il était l'ami de mes amis, et favorablement prévenu pour moi*⁴¹». Mais Malouet n'est pas l'homme d'un seul homme et son parcours professionnel a toujours été placé à l'abri d'un ou de plusieurs protecteurs. Il avait auparavant bénéficié de la protection de François-Marie Peinrene de Moras et de Charles-Louis de Beauchamp, comte de Merle. Alors sous-commissaire puis commissaire de la Marine à Saint-Domingue, il s'attire l'amitié de l'intendant de l'île, Alexandre-Joseph de Bongars (v.1730-1786)⁴². L'administrateur auvergnat anticipe l'influence néfaste que peut

³⁶ ANOM, série E, dossier 285.

³⁷ Antoine-Raymond-Jean-Gabriel de Sartine, comte d'Alby (1729-181) : fils d'un intendant français de Catalogne, il a la protection de Maurepas.

³⁸ Louis-François-Armand de Vignerot du Plessis (1696-1788), duc de Fronsac puis duc de Richelieu (1715) prince de Mortagne, marquis du Pont-Courlay, comte de Cosnac, baron de Barbezieux, baron de Coze et baron de Saugeon, et pair de France. Arrière-petit-neveu du cardinal de Richelieu et homme de guerre valeureux, il combat avec distinction dans de nombreuses campagnes entre 1733 et 1758 et il prend une part décisive à la victoire de Fontenoy (1745). Il est fait maréchal de France en 1748.

³⁹ Roland-Michel Barrin de la Galissonnière (1693-1756). Commissaire général d'artillerie, il achève la guerre de Succession d'Autriche comme gouverneur général du Canada. Lieutenant général des armées navales (1755).

⁴⁰ ANOM, série E, dossier 297.

⁴¹ Malouet. *Mémoires* (édition augmentée de lettres inédites), Paris, Plon, 1874, in 8°, p. 86.

⁴² ANOM, série E, dossier 299 / AN. Paris, Marine, série C⁷, dossier 193.

avoir de Boynes sur sa carrière en se faisant présenter aux bonnes personnes. La duchesse de Narbonne⁴³ l'introduit à la cour et notamment auprès de Madame Adélaïde. Malouet flaire les endroits où il faut être dès son retour des colonies. Il assiste à l'ascension de Necker dont il a l'amitié et le soutien : c'est avec sa complicité qu'il se fait élire député⁴⁴. Le salon de Madame Necker, d'abord littéraire et mondain, devient à partir de 1775 un remarquable tremplin politique. Si les premiers soutiens de Malouet sont le fruit d'un réseau familial, ses principaux protecteurs proviennent essentiellement des mondanités parisiennes alliant ministres, érudits et prélats.

La personnalité de Malouet fait écho à une autre personnalité de l'administration coloniale de Guyane : Daniel Lescallier. L'avancement de sa carrière est garanti par l'appui de ses supérieurs comme le vice-amiral d'Estaing (1729-1794) ou par l'intendant des îles du Vent Thomassin de Peinier (1705-1783)⁴⁵. Peinier lui ouvre notamment les portes de l'intendance de Demerary en 1782. Envoyé en Guyane trois années plus tard comme commissaire-ordonnateur, le duc de Nivernois⁴⁶ et le duc de Guines⁴⁷ s'occupent à Paris de sa promotion comme commissaire général des colonies. Avoir comme protecteur le petit-neveu de Mazarin et beau-frère du ministre Maurepas, secondé d'un courtisan lié aux Choiseul et Noailles, est une assurance professionnelle des plus efficaces : il reçoit son brevet à Cayenne de commissaire général⁴⁸.

Il est également légitime de trouver les noms des premiers Commis de la Marine au sein des réseaux des administrateurs de Guyane : Arnauld de

⁴³ Françoise de Châlus, duchesse de Narbonne (1734-1821), épouse de Jean-François comte de Narbonne-Lara et maîtresse de Louis XV. Dame d'honneur de Madame Adélaïde, fille de Louis XV.

⁴⁴ Morineau M., Ehrard J. (dir.). « Malouet 1740-1814 » : actes du colloque des 30 novembre et 1^{er} décembre 1989, *Revue d'Auvergne*, Riom, 1990, t. 104, 205 p.

⁴⁵ ANOM, série E, dossier 281 / ANOM, série EE, dossier 1279 3 / SHD-Vincennes, Marine, série CC7, dossier Lescallier.

⁴⁶ Louis-Jules Mancini-Mazarini, duc de Nivernais (1716-1798) : diplomate, élu à l'Académie française en 1742.

⁴⁷ Adrien-Louis de Bonnières de Souastre, comte puis duc de Guines (1735-1806) : diplomate et courtisan, il a le soutien de Marie-Antoinette.

⁴⁸ ANOM, série E, dossier 281.

La Porte, Jean Lacoste, Dubucq, et Edme Mauduit⁴⁹. Ces hommes sont le pivot du secrétariat d'Etat, exerçant une influence importante au sein de l'administration⁵⁰. Les administrateurs supérieurs de la Marine et des colonies, comme les intendants, sont très souvent cités dans les recommandations. Dans le cadre de ce sujet, ces officiers sont placés aux Antilles, aux Mascareignes, en Nouvelle-France ou à l'arsenal de Rochefort : Hocquart, Ruis-Embrito⁵¹, le marquis de Bouillé⁵², Honoré de Crémont⁵³ et Guillemain de Vaivre⁵⁴.

Les protecteurs ne sont pas seulement recrutés au sein de l'administration des colonies : peut-être par manque de connexion avec celle-ci, certains officiers de Guyane font appel à des personnes éloignées de ce domaine mais proches de la Cour, des courtisans qui peuvent appuyer leurs requêtes par une voie autre que celle de l'administration. La veuve de l'ordonnateur Charvet est soutenue dans ses demandes de pension par

⁴⁹ Arnault de La Porte père (17??-1770), commissaire de la Marine et 1^{er} commis du bureau des colonies.

Jean Lacoste dit le fils (1736-1814), 1^{er} commis du bureau des colonies, retiré en 1785, ministre de la Marine et des colonies sous la Révolution. Cf. Azimi Vida, « Les premiers commis de la Marine au XVIII^e siècle », *Revue historique de droit français et étranger*, 81(4), oct.-déc. 2003, p. 524.

Jean-Baptiste Dubucq est nommé 1^{er} commis au bureau des colonies en 1764 : il y reste jusqu'en 1770, date à laquelle le bureau des colonies est scindé en deux dont le bureau des colonies d'Amérique. Le 8 juin 1814 est créée une direction des colonies. Anne Edme Michel Mauduit est nommé directeur des colonies le 31 décembre 1818 après une longue carrière dans l'administration centrale de la Marine et des colonies.

⁵⁰ Azimi Vida, « Les premiers commis de la Marine au XVIII^e siècle », *op. cit.*, p. 503-525.

⁵¹ Charles-Claude Ruis-Embrito de la Chesnardière (v.1705-1776). Il est frère et beau-frère de commissaires de Marine. Sa famille descend des Ruiz, financiers espagnols installés à Nantes, où ils sont aussi les ancêtres des Barrin de La Galissonnière. Commissaire ordinaire à Rochefort (1732) ; puis contrôleur (1745) ; commissaire général (1751) et ordonnateur, à Rochefort, il y fit fonction d'intendant (1755). Intendant de Marine à Rochefort (1757) puis à Brest (1770), il y mourut en fonction, Conseiller d'Etat depuis 1775.

⁵² François Claude de Bouillé (1739-1800) : cousin de La Fayette, il est gouverneur des îles du Vent de 1777 à 1783. Il participe à la Guerre d'Indépendance des Etats-Unis. Royaliste, il participe à l'organisation de la fuite de la famille royale du 20 juin 1791. Il intègre l'armée de Louis Joseph de Bourbon-Condé en 1792.

⁵³ Honoré de Crémont (1731-v. 1800) : commissaire général de la Marine et ordonnateur de l'île Bourbon (1764-1784).

⁵⁴ Jean-Baptiste Guillemain de Vaivre (17??-1818) : intendant à Saint-Domingue (1774-1782) et directeur des colonies à la Cour (1782).

Madame d'Alençon de Soulligné, qui est aussi une amie et parente⁵⁵. Si le commis principal Loeffler bénéficie de l'appui des administrateurs de la colonie où il officie, il est surtout vivement recommandé par le prince de Conti⁵⁶ pour son avancement en Guyane⁵⁷. Jean-Pierre Masse est quant à lui directement protégé par le Dauphin et futur Louis XVI auquel son père est attaché : « *C'est un sujet qui mérite la protection que sa Majesté lui accorde. Il est prudent et discret, sait douter, n'est pas prévenu de ses opinions, a le sens droit et conséquent*⁵⁸ ». Bordes et Chateauneuf – surtout sa femme et ses enfants à son décès – bénéficient tous les deux de la protection de la comtesse d'Artois, Bordes ayant même été à son service pendant dix ans⁵⁹. Marie-Thérèse de Sardaigne (1756-1805), fille de Victor-Amédée III de Savoie, est surtout l'épouse de Charles-Philippe comte d'Artois et futur Charles X.

Hommes de pouvoir et d'influence, les administrateurs de Guyane le sont également. Ils sont les pivots de cette toile constituée au fil de leur carrière : les personnes dont ils se recommandent n'ont d'utilité que pour appuyer leurs propres recommandations pour des officiers subalternes. Il s'agit maintenant de se dégager du prisme central et centralisateur des grands protecteurs pour se mettre au niveau de ces administrateurs de Guyane : comment reçoivent-ils la protection et de qui pour la transmettre à qui en retour ? Un cas va être étudié à travers l'exemple de Pierre d'Huinnet des Varennes. Cet homme est entré dans l'administration coloniale en 1762 comme secrétaire à l'intendance générale de Saint-Domingue. Il arrive en Guyane comme commissaire ordinaire des colonies faisant fonction d'inspecteur chargé du détail du magasin et de l'hôpital en 1780. Entre 1788 et 1789, il assure l'intérim comme ordonnateur pendant l'absence de Daniel Lescallier⁶⁰. Le premier de ses protecteurs est son supérieur à Saint-Domingue : l'intendant Jean-Etienne-Bernard Clugny de Nuits⁶¹. Après le

⁵⁵ ANOM, série E, dossier 75.

⁵⁶ Louis François de Bourbon-Conti, comte de La Marche et prince de Conti (1717-1776) : cousin de Louis XV.

⁵⁷ ANOM, série E, dossier 288.

⁵⁸ ANOM, série EE, dossier 1371 22.

⁵⁹ ANOM, série E, dossier 41.

⁶⁰ AN. Paris, Marine, série C⁷, dossier 86.

⁶¹ Jean-Etienne-Bernard de Clugny, baron de Nuits (1729-1776) : conseiller au parlement de Dijon, maître des requêtes, intendant à Brest et Saint-Domingue, intendant général de la

poste de secrétaire à Saint-Domingue, il poursuit sa carrière sous la bienveillance de Clugny. Il le suit à Brest où il passe de secrétaire à premier commis du contrôle au port en 1776. L'appui de cet officier pour la place d'ordonnateur en 1789 n'a pas été d'un très grand secours : un autre, Motais de Narbonne, est choisi. Il faut reconnaître que Clugny est un personnage très controversé à l'époque de sa nomination aussi bien pour son style de vie que pour ses résultats dans ses fonctions. C'est pourquoi d'Huinet des Varennes parvient à obtenir les bonnes grâces d'autres administrateurs de la Marine ayant plus de crédit à Versailles. Le premier d'entre eux, par ordre d'importance, est Arnaud de La Porte (1737-1792). Ce bref ministre de la Marine de Louis XVI est le fils d'Arnault de La Porte, commissaire à la Cour et premier commis au bureau des colonies (1738-1758)⁶². Il est légitime de penser que d'Huinet des Varennes est entré en relation avec ce personnage grâce à son oncle, Jean-Baptiste Laporte de Lalanne, intendant à Saint-Domingue de 1752 à 1758⁶³. Ce réseau est complété par la présence de deux anciens intendants de la Marine à Rochefort et conseillers d'Etat : Jacques Marchais⁶⁴ et Charles-Claude Ruis-Embitto. Les efforts de reconnaissance de d'Huinet des Varennes se trouvent vains car celui-ci décède en poste en Guyane le 13 novembre 1789. Entre temps, il a pu mettre à profit le crédit qu'il a su gagner pour recommander François Ambroise de Tilly en 1784 qui le remplace lors de son absence au magasin de Cayenne. Enfin, il cosigne les états de service du commis Jean Gayot et appuie sa demande de retraite⁶⁵.

Faire jouer ses relations afin de s'assurer carrière et avancement n'est pas une chose nouvelle ni même exceptionnelle. L'étude de ces réseaux

Marine et des colonies (1770), adjoint au ministre (1770), contrôleur général des finances (1776).

⁶² Laporte Arnaud de : originaire de Bayonne, écrivain de la Marine en 1731, commis principal en 1736, à Rochefort la même année. Commissaire à la Cour (1738). Premier commis des Colonies à Versailles (17 juin 1738), retraité le 27 janvier 1758, il meurt à Versailles le 21 mars 1770.

⁶³ ANOM, série E, dossier 255 : Arnaud de Laporte (1737-1792).

⁶⁴ Jacques Marchais, officier, entré au service au Canada (1745), écrivain ordinaire (1751), puis principal (1758), contrôleur à Bayonne (1760), il devint commissaire ordinaire (1761) et contrôleur (1763) à Brest puis commissaire général (1765), intendant de Marine à Rochefort (1777-1784), il devint conseiller d'Etat (1784).

⁶⁵ AN. Paris, Marine, série C⁷, dossier 86.

ne prend une réelle dimension qu'au moment où les enjeux passent du licite à l'illicite.

II. Relations d'affaires et relations de pouvoir ou comment mettre le service du roi au profit de ses intérêts personnels

« Non seulement (le personnel de la colonie) y est excessivement ignorant, mais on n'y regarde les fonctions publiques que comme un moyen de faire d'abord de préférence ses propres affaires et puis celles de ses amis⁶⁶ ».

Ce jugement posé en 1819 par le gouverneur de Laussat alors en poste en Guyane illustre l'usage qui est fait du service du roi. Ce détournement vers des intérêts plus personnels est loin d'être nouveau. Colbert avait anticipé ces usages par ses différentes ordonnances visant à interdire le commerce aux officiers sur les vaisseaux de guerre. Dans les colonies, la législation en place interdit également aux hauts administrateurs le commerce et la possession d'habitations. Pour autant, les usages perdurent en dépit des règlements et certains tirent bénéfice de leur fonction⁶⁷. L'ordonnateur Lemoyne revend du vin et le contrôleur Villiers de l'Isle Adam spéculait sur de la pacotille⁶⁸.

⁶⁶AD-93, série 1J, n° 115 : Baron Pierre-Clément de Laussat, gouverneur de Guyane, Correspondance secrète et confidentielle avec son excellence le ministre de la Marine et des colonies, 1822-1823.

⁶⁷ Verge-Franceschi Michel, « Fortune et plantation des administrateurs coloniaux aux îles d'Amérique aux XVII^e et XVIII^e siècles », in : *Commerce et plantation dans la Caraïbe, XVIII^e et XIX^e siècles* : Actes du Colloque de Bordeaux, 15-16 mars 1991, coordonné par Paul Butel, Centre d'histoire des espaces atlantiques, Bordeaux, Maison des Pays Ibériques, 1992, p. 119. ; Gabet Camille, « Les relations de Rochefort avec les colonies d'Amérique sous Louis XIV », in : *Rochefort et la Mer, Université francophone d'été Saintonge-Québec*, n°3, Saint-Jean d'Angély : Ed. Bordessoules, 1982, p. 55-67.

⁶⁸ « ...le vin se vendait cinq cents livres la barrique et j'en achettay moy-même une à ce prix de M. Lemoyne. Le contrôleur (Villiers de l'Isle Adam) avait aussi apporté une petite pacotille de deux mille cinq cent livres, il fut agréablement surpris quelques temps après quant le marchand, qu'il avait chargé de la vendre, vint luy annoncer qu'il avait dix mille livres à luy remettre ». Artur Jacques-François, *op. cit.*, p. 586.

A. Argent et prêts en tout genre

« *Je ne redoute point l'expatriation, je suis prêt à tout braver pour une place qui me procure les moyens de liquider mes dettes* »⁶⁹. Le sous-commissaire Bordes représente ici les enjeux d'une nomination dans les colonies. Le service du roi est perçu comme l'occasion de faire fortune ou de refaire fortune. Paradoxalement, la vie dans les colonies, et en Guyane notamment, coûte cher : certains y font faillite à vouloir tenir leur rang ou à vivre au dessus de leurs moyens. C'est pourquoi il est courant de voir des créances entre deux habitants de la colonie. Certains en tirent même un bénéfice comme le pilote rochefortais Jean Garnier. L'inventaire de ses papiers après décès fait état de nombreuses reconnaissances de dettes pour argent prêté à des officiers et divers employés de la colonie de Cayenne, le tout s'élevant à près de deux mille livres⁷⁰.

Parmi les administrateurs de Guyane, il y en est un qui a su tirer profit de son séjour : l'écrivain principal Des Essarts. En 1760, il dispose d'une rente de trente à quarante mille livres par ses biens et les revenus des ventes du sucre qu'il produit sur son habitation à Macouria. Sa situation financière lui permet de ne pas être tributaire des émoluments parfois aléatoires de sa fonction. Plus encore, c'est lui qui finance les soldes de la garnison de Cayenne entre 1760 et 1762⁷¹. La colonie est alors coupée de sa métropole par les conflits qui l'opposent à l'Angleterre pendant la guerre de Sept ans. La colonie manque cruellement de numéraire et Des Essarts achète par un intermédiaire des piastres de Hollande au nom de la colonie⁷². En janvier 1762, il fait une demande de remboursement au roi pour la somme totale de quarante neuf mille livres. Il ne finance pas seulement les salaires

⁶⁹ ANOM, série E, dossier 41.

⁷⁰ AD. 17, 3^E 21/30-87, liasse 74, 1741, pièce n° 109 : « *Prêt de la somme de 392 livres au sieur Baron sous ingénieur, de 353 livres au sieur Legrand Deluce lieutenant de compagnie, de 707 livres au sieur Girard lieutenant de compagnie, de 20 livres de cacao au sieur Tizeau, de 105 livres au sieur Ratel, de 53 livres au sieur Arbibus secrétaire, de 375 livres au sieur Demouty officier des troupes à Cayenne* ».

⁷¹ ANOM, série E, dossier 122 : « *Depuis la guerre, c'est moy en partie qui ay fourni l'argent pour la solde des soldats, des ouvriers et le trésorier m'a fourni des lettres de change pour les sommes que j'ay remises à la caisse, je crains que plusieurs de ses lettres ne soyent pas acquittés en vertu de l'arrêt du 15 octobre 1759 qui vient de nous parvenir par des batiments marchandes, ce qui diminue le crédit et la confiance de ceux qui comme moy, sont à même, par nos sucreries de remettre nos fonds au trésor* ».

⁷² ANOM, sous série C¹⁴, registre 25, f°65.

des soldats en place, il prête également de l'argent à des habitants comme M. Queyreaud qui lui doit en 1765 plus de mille cinq cent livres⁷³. Ce zèle financier lui attire le soutien du gouverneur Guillouet d'Orvilliers et de l'ordonnateur Lemoyne qui ne tarissent pas d'éloges à son égard auprès du ministre soulignant le sacrifice des intérêts personnels de l'écrivain pour le service du roi⁷⁴. A ce titre, ils demandent pour cet homme une récompense en la croix de Saint-Louis. Cette demande de croix de Saint-Louis est renouvelée pendant une dizaine d'années en vain : il manque à cet administrateur de ne pas avoir été exposé personnellement aux dangers d'une guerre, n'y ayant exposé que sa fortune⁷⁵.

D'autres administrateurs sont prêteurs mais avec l'argent du roi. Dans les années 1780, le commissaire Pierre d'Huinet des Varennes fait construire une maison financée par les facilités de paiement et les avances au magasin du roi avec l'assentiment de l'ordonnateur Le Roy de Préville. La largesse de celui-ci pousse le commissaire à s'endetter de manière conséquente à hauteur de près de vingt mille livres. L'ordonnateur Lescallier attribue la responsabilité de cet enlèvement financier du commissaire à son prédécesseur. Il n'aurait pas dû accepter un tel endettement, interdit d'autant plus par le ministère depuis peu. Une dépêche annonce en juin 1786 l'interdiction faite aux trésoriers d'accorder des avances aux administrateurs, pour éviter les endettements et les abus si fréquents dans les colonies⁷⁶. L'ordonnateur Le Roy de Préville s'illustre à plusieurs reprises par sa générosité, toute relative car elle concerne les deniers royaux. Le gouverneur Bessner n'en a que trop profité même aux yeux de l'ordonnateur. Celui-ci lui refuse une ultime avance de quatre mille livres. En effet, le gouverneur affiche des créances auprès de l'administrateur et de la caisse de la colonie. Le Roy de Préville lui coupe les vivres afin d'éponger la dette auprès de la trésorerie et se permet de lui offrir un délai quant à la créance qu'il lui doit personnellement⁷⁷. Cet endettement des administrateurs de la colonie

⁷³ ANOM, série E, dossier 122.

⁷⁴ ANOM, sous série C¹⁴, registre 25, f°51.

⁷⁵ ANOM, série E, dossier 122.

⁷⁶ ANOM, sous série C¹⁴, registre 60, f°82.

⁷⁷ ANOM, série E, dossier 342 : « *Je me suis fais rendre compte de votre situation avec la caisse, il résulte qu'elle est en avance avec vous de 45 382 livres 4 deniers et 11 sous, par conséquent depuis votre retour dans la colonie 12 454 livres 11 deniers et 1 sou en y ajoutant les 7 500 livres que vous me devez personnellement forment une somme de 19 954 livres 10*

interpelle le gouverneur et l'ordonnateur en place : Préville est sommé de se justifier⁷⁸. Avoir des dettes envers un habitant est courant dans la colonie et l'endettement est chronique.

B. Commerce et plantations des administrateurs au sein de la colonie de Guyane

Nous avons pris connaissance de l'implication des administrateurs comme habitants en Guyane à travers l'établissement d'habitations en dépit d'une législation interdisant initialement cette situation. Les attributions des concessions étant également du ressort du gouverneur et de l'ordonnateur, le risque de conflit d'intérêts entre en jeu. Pour les simples habitants, le système des concessions entraîne des rivalités. On assiste à des attributions de concessions faites en fonction de la force du tissu relationnel de l'acquéreur, ce que refusait Colbert en organisant la gestion des colonies.

Cette rivalité oppose également les habitants aux administrateurs en personne. En 1736, un médecin du roi est nommé en Guyane. Très rapidement, il recherche une concession sur l'Île de Cayenne mais il se heurte au refus du gouverneur Lamirande et de l'ordonnateur Lefebvre d'Albon : « ... je n'ai pu obtenir de lui qu'il (Cresnay) m'accordât le terrain qu'on m'avait promis parce qu'il veut lui-même y faire un établissement. Plusieurs bonnes raisons m'ont obligé de lui céder, et de jeter les yeux sur un autre terrain. Mais son caractère étant d'avoir envie de ce qu'on lui demande (...), j'ai craint qu'il ne prit encore pour lui ce nouveau terrain, si je lui demandais⁷⁹ ». Le lieutenant de Cresnay est en concurrence ici avec cet habitant nouvellement débarqué qui ne dispose pas des mêmes appuis.

deniers et 1 sou. Vous deviez laissés tous les mois 500 livres à compte de cette somme et vous n'en avez rien fait. Ne trouvez donc pas mauvais M. que je ne vous fasse plus payer d'appointements que vous n'avez acquitté les 12 454 livres 11 deniers et 1 sou quant aux 7 500 livres que vous me devez personnellement, j'attendrai encore volontiers, je ne pourrai non plus M. vous faire rien donner en vente des magasins du roi qu'en payant comptant ».

⁷⁸ ANOM, sous série C¹⁴, registre 60, f°118.

⁷⁹ Académie des Sciences, dossier Artur, lettre d'Artur à Bernard de Jussieu, 2 octobre 1736. Cf. Ronsseray Céline. *Un destin guyanais : étude de la correspondance reçue par le sieur Jacques-François Artur, 1^{er} médecin du roi à Cayenne 1736-1771*. Maîtrise : Histoire Moderne, Université de La Rochelle, 2001, p. 110.

Cresnay bénéficie de l'amitié et du soutien du gouverneur Lamirande et de l'ordonnateur Lefebvre d'Albon.

Ces amitiés entre administrateurs renforcées par des relations d'affaire sont fréquentes dans la colonie. Antoine Tissier est un simple artisan charpentier quand il débarque dans la colonie en 1685. Il intègre en 1707 l'administration de Cayenne comme commis sous les ordres d'Antoine Lefebvre d'Albon. Ce dernier est un interlocuteur omniprésent durant la première moitié du XVIII^e siècle en Guyane. Deux ans plus tard, il est propriétaire d'une maison de ville puis d'une habitation huit ans après. A son décès en 1734, il laisse à sa veuve la première fortune de la colonie après celle des Jésuites composée principalement de trois habitations. La bonne fortune de cet homme éveille légitimement des soupçons. Une sorte d'arrangement à l'amiable est peut-être à l'origine de ce tandem si particulier, le plus fort assurant la réussite et l'attribution de terrains au plus faible en échange de son silence sur la relation adultère que l'ordonnateur d'Albon entretient avec sa propre épouse.

La longue présence de la famille Guillouet d'Orvilliers lui a permis de s'établir sans difficulté dans la colonie. En 1721, alors que l'interdiction de propriété coloniale est toujours en vigueur, Claude Guillouet d'Orvilliers obtient une concession à proximité de la rivière de Macouria pour y établir une habitation en société avec deux autres officiers de la Marine : il s'agit de MM. Raudot et Forcade. Antoine-Denis Raudot a été intendant de la Nouvelle-France entre 1705 et 1710, puis Premier commis de la Maison du roi avant de devenir directeur de la Compagnie des Indes⁸⁰. Pierre de Forcade est quant à lui premier commis du bureau colonial au ministère de la Marine jusqu'en 1738. Les habitants ne sont pas dupes de la supercherie à l'exemple de Jacques-François Artur : « *le gouverneur ne s'oublia pas lui-même et il doit être permis de faire ses propres affaires en faisant celles du roy et du public*⁸¹ ». Les trois associés obtiennent une concession ainsi que l'exemption pendant vingt ans des droits de capitation pour les esclaves de ladite habitation, l'autorisation de faire venir de l'étranger trois cent esclaves sous dix ans, le fret pour vingt tonneaux et le passage gratuit de quatre

⁸⁰ Horton Donald J. « Antoine-Denis Raudot », in : *Dictionnaire biographique du Canada en ligne*, 2000, University of Toronto/Université Laval, [en ligne] : < URL : <http://www.biographi.ca/fr/ShowBio.asp?BioId=35183&query=raudot> >.

⁸¹ Artur Jacques-François, *op. cit.*, p. 416.

personnes sur les vaisseaux du roi. Pourtant de nombreuses difficultés se posent. Le terrain ne permet pas la culture du café et du tabac initialement prévue ; du rocou est finalement planté. Autre point, l'accessibilité de l'habitation. Le gouverneur tente des travaux pour améliorer la piste, en vain⁸². Très rapidement, la société vend l'habitation de Macouria pour en acheter une autre au niveau de Mahury. Vers 1748, la famille Guillouet d'Orvilliers devient seule propriétaire de cette habitation en rachetant les parts en premier lieu à la veuve Raudot puis à Forcade⁸³.

D'autres ont un esprit d'entreprise qui interfère avec leur qualité d'officier colonial. Plusieurs courriers signalent auprès du ministère l'attitude impropre pour un administrateur du roi de l'ordonnateur Lemoyne. Il monte un premier projet, celui d'une scierie sur la rivière de la Comté. Mais il a mal évalué la demande qui se révèle beaucoup trop restreinte en Guyane. Le moulin est emporté par une crue au moment où il espère entrer en affaire avec les Îles du Vent⁸⁴. Il souhaite ensuite former une habitation. Il achète puis revend plusieurs terrains n'en trouvant aucun à sa convenance. Sa dernière acquisition ne lui permet pas la mise en culture qu'il escomptait. Il trouve une solution en y établissant une briqueterie mais au passage il provoque la faillite des autres établissements concurrents car il obtient grâce

⁸² *Ibid.*, p. 500. « M. d'Orvilliers, major commandant, en attendant l'arrivée du nouveau gouverneur, au lieu de continuer les travaux commencés de la jettée et de la levée de Cabassou forma le dessein de pratiquer un nouveau chemin de Cayenne jusqu'à Mahury. Il projetta de l'ouvrir en droite ligne de Cayenne jusqu'au pied de la montagne de Quenevaux, et ensuite au travers du vallon de Remire, et de là tout le long de la côte. On y fit travailler les nègres de l'isle un été entier et quelques mois de l'été suivant, jusqu'à l'arrivée de M de Chateaugué qui fit cesser ce travail, et se contenta de faire la partie de ce chemin qui commence à l'endroit où l'ancien se détournait pour gagner Montjoly et l'anse de Remire jusqu'à l'habitation ayant appartenu en société à MM. Raudot, Forcades et d'Orvilliers, dont le commandant, qui en possédait déjà un tiers, se proposait d'acquérir les deux autres tiers ».

⁸³ *Ibid.*, p. 524-603. « J'ay dit que M. Raudot avait légué à l'hospital de Cayenne le tiers d'intérêts qui luy appartenait dans l'habitation en société entre luy et M. Forcades et d'Orvilliers. La famille d'Orvilliers avait depuis acheté de la veuve Forcades le tiers qu'elle avait aussi dans la même habitation ».

⁸⁴ *Ibid.*, p. 597. « J'ay déjà dit qu'il doit être permis de faire ses propres affaires en faisant celles du Roi et du public. M Lemoine entreprit au mois d'aoust 1749 de construire un moulin à planches, dans la rivière de la comté, où il se proposait de faire scier toutes sortes de bois. Il n'en aurait peut être pas trouvé le débit à Cayenne, où l'on sçait faire la différence des bois que le país produit, mais il aurait pu en faire un commerce considérable aux isles du vent qui en manquent ».

à ses appuis aux bureaux de la Marine l'exclusivité de l'approvisionnement des chantiers royaux⁸⁵.

Nous ne venons d'évoquer ici que des menus larcins, des arrangements bricolés qui peuvent parfois échouer. Mais le territoire colonial peut amener à certains débordements dans la pratique du pouvoir allant jusqu'au despotisme.

III. Les pratiques illégales du pouvoir : prévarications en crescendo

Le pouvoir appellerait donc automatiquement à l'abus de celui-ci. Michel Vergé-Franceschi rapporte les placards anonymes qui fleurissent sur les murs de Port-au-Prince, attaquant sans détour les administrateurs à l'exemple du gouverneur d'Estaing en 1766 : « *Le comte d'Estaing est un jean-fouttre et mérite d'être chassé de la colonie comme un gueux et un concussionnaire* »⁸⁶. Gérard-Gabriel Marion fait le même constat pour les responsables de la Martinique⁸⁷. Une spécificité française : loin s'en faut. Les colonies ibériques affichent les mêmes travers, que se soit en Nouvelle-Espagne ou aux Philippines⁸⁸. Les administrateurs de la Guyane ne font pas exception. Reste à savoir en quoi consistent les pratiques administratives délictueuses à l'échelle d'une colonie comme la Guyane. Il est possible de les répartir en différentes catégories : détournements de denrées du magasin du roi, appointements et gratifications disproportionnés, et enfin actes de tyrannie. Si les premiers délits peuvent être le fait d'un large éventail d'administrateurs, les autres sont très majoritairement les actes d'hommes ayant le plus de pouvoir dans la colonie, les gouverneurs et les ordonnateurs/intendants.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 598.

⁸⁶ Vergé-Franceschi Michel, « Fortune et plantations des administrateurs coloniaux aux îles d'Amérique aux XVII^e et XVIII^e siècles », *op. cit.*, p. 124.

⁸⁷ Marion Gérard-Gabriel. *L'administration des finances en Martinique 1679-1790*. Paris : Ed. L'Harmattan, 2000. p. 60.

⁸⁸ Bertrand Michel, *op. cit.*, 458 p. ; Huetz de Lemp Xavier, *op. cit.*, 421 p.

A. Des hommes et des produits détournés

La colonie de Guyane manque cruellement de tout : de numéraire, d'esclaves, d'habitants et très souvent de ravitaillement. L'un des points stratégiques à ce niveau est le magasin de Cayenne qui renferme toutes les marchandises entrant ou sortant de la colonie, magasin tenu par le garde-magasin. Cet homme peut se trouver rapidement au centre d'un trafic d'influence ayant pour objectif les différents produits enfermés dans le magasin. Ce poste permet également un enrichissement certain à la limite du licite. Mais le magasin du roi à Cayenne n'est pas l'objet des seules convoitises du garde-magasin ; nombre d'administrateurs viennent y faire leur marché et plus. En 1711, le gouverneur Guillouet d'Orvilliers et son lieutenant sont rappelés à l'ordre par leur hiérarchie : ils auraient détournés des fusils au magasin⁸⁹. Colonie où la disette veille continuellement, le pain est une denrée chère ainsi que la farine. Les trafics autour de la farine sont courants. En 1717, Claude Guillouet d'Orvilliers fait part de ses doutes sur la probité du garde-magasin Tissier : il le soupçonne de faire un trafic de farine depuis le magasin du roi à travers la vente de parts de rations. Les comptes du magasin seraient truqués pour masquer la supercherie⁹⁰. Mais Tissier, placé sous la protection de l'ordonnateur Lefebvre d'Albon, n'est pas inquiété. Le garde-magasin n'est pas le seul à espérer piocher dans le magasin. Certains de ses supérieurs n'hésitent pas à venir se servir directement. Pendant la cacophonie provoquée par l'expédition de Kourou, Morisse, subdélégué puis ordonnateur, s'arroge « *le droit illimité de prendre des denrées et des effets dans les magasins du roi sans les payer* », denrées d'autant plus importantes que la famine guette en raison du nombre croissant de colons débarquant qu'il faut nourrir⁹¹. Par une pirouette, il réussit à rembourser sa dette en obtenant une gratification exceptionnelle du gouverneur Turgot d'un montant de plus de neuf mille livres couvrant ainsi l'ensemble de ses dépenses⁹². Ajoutée à un salaire gonflé artificiellement, cette escroquerie lui vaut d'être traîné en justice, le chevalier de Turgot étant en plein discrédit par la catastrophe humaine de Kourou et ne pouvant plus le soutenir.

⁸⁹ ANOM, série B, registre 33, f°96.

⁹⁰ ANOM, sous série C¹⁴, registre 10, f°7.

⁹¹ ANOM, série E, dossier 317.

⁹² ANOM, série A, registre 13, f°8.

La pénurie attise les convoitises. Aux fournitures et denrées insuffisantes s'ajoute le manque d'esclaves prégnant depuis la fondation de la colonie. Acheter un esclave à Cayenne revient très cher et les engagés ne compensent pas cette carence. Il faut donc trouver une solution pour pallier la pénurie. Les Amérindiens, les nègres marrons, les esclaves du roi sont ainsi convoités. Le gouverneur Rémy Guillouet d'Orvilliers et Morlhon de Grandval auraient effectué des prélèvements abusifs d'esclaves en 1711 : il s'agit de nègres marrons étrangers que les deux officiers s'approprient après leur capture. Ils les placent ensuite sur leurs habitations : c'est une affaire intéressante car ils augmentent leurs esclaves sans les déclarer, et donc sans payer de droit de capitation, et surtout sans avoir à déboursier quelque argent⁹³. La main d'œuvre servile fait défaut à la colonie mais elle n'est pas la seule. Les artisans et les gens de métiers manquent tout autant pour cet établissement en devenir. Lors de son séjour en Guyane, l'ingénieur Fresneau constate que les administrateurs et officiers de la colonie emploient dans leurs habitations personnelles un maçon. Cet artisan, employé par le roi, est destiné initialement à travailler aux fortifications de la ville⁹⁴. Devant l'immobilisme des responsables cayennais, l'ingénieur informe directement le ministre de la Marine de cet abus. Cette initiative lui aliène l'ensemble des officiers de la colonie qui n'acceptent pas cette délation. Devant un tel blocage, l'ingénieur ne tarde pas à demander son retour en France⁹⁵. Ce type d'usage semble assez fréquent et se trouve décliné sous différentes formes en Guyane.

Il existe une personnalité qui a cristallisé nombre de récriminations à l'encontre des administrateurs : Victor Hugues. L'agent de l'Empereur s'entoure d'un certain faste aussi bien à l'hôtel du gouvernement qu'à son habitation personnelle. Sa magnifique habitation aurait été fondée à partir de deux concessions – soit un total de mille trois cents hectares – contrairement à l'arrêté qu'il avait lui-même établi au sujet des attributions de concession. Les animosités sont renforcées par le fait que la majorité des terrains du canal Torcy a été concédée à des fonctionnaires civils et des militaires au détriment des colons⁹⁶. En décembre 1808, la Guyane est attaquée par une

⁹³ ANOM, série B, registre 33, f°26 & 96.

⁹⁴ ANOM, sous série C¹⁴, registre 16, f°194.

⁹⁵ ANOM, sous série C¹⁴, registre 16, f°193.

⁹⁶ ANOM, sous série C¹⁴, registre 84, f°11.

alliance anglo-portugaise venant du Brésil. En quelques semaines, Victor Hugues capitule. Cayenne et son gouverneur tombent le 12 janvier 1809 sans pratiquement avoir livré bataille. Sa décision de détacher une trentaine de soldats de Cayenne pour le quartier de l'Approuague paraît injustifiée⁹⁷. En définitive, Hugues est soupçonné d'avoir freiné ses troupes pour éviter une détérioration trop importante de la colonie, des habitations et surtout de la sienne protégée par plusieurs soldats⁹⁸. Le gouverneur déchu retourne en métropole en mars où sa conduite fait l'objet d'un procès devant un conseil de guerre : il est jugé puis acquitté à l'unanimité par ses pairs. Il est certes lavé des soupçons pesant contre lui mais il n'en demeure pas moins que les décisions de Hugues confirment les craintes de Colbert en son temps : un administrateur-plantier n'est plus le militaire détaché capable de prendre des décisions difficiles pour défendre sa colonie. Sa qualité d'habitant a commandé à sa fonction de gouverneur et de chef militaire et a mis en péril Cayenne pour protéger le quartier de l'Approuague et son habitation. Par ailleurs, il n'attend pas la rétrocession de la colonie pour revenir en Guyane. Il demande la fonction honorifique de commissaire du roi à la démarcation des limites entre la Guyane française et la Guyane portugaise en septembre 1814 : il y retrouve son habitation du Quartier général où il décède plus d'une dizaine d'années plus tard⁹⁹.

B. De l'argent, toujours plus d'argent au pays de l'El Dorado

Faire une carrière dans les colonies est perçu notamment comme un moyen d'enrichissement. Certes une fortune ne se fait pas sur les simples émoluments d'un administrateur de Guyane. Posséder des habitations, des esclaves, et bénéficier des exemptions de capitation se révèlent alors être des privilèges rémunérateurs.

A défaut donc de l'obtenir par la voie officielle, certains n'hésitent pas à s'auto-attribuer un supplément de traitement. Cette situation est d'autant plus possible que l'ordonnateur contrôle lui-même les comptes de la

⁹⁷ Soublin Jean. *Cayenne 1809 : la conquête de la Guyane par les Portugais du Brésil*. Paris : Karthala, 2003. p. 72.

⁹⁸ ANOM, série EE, dossier 1121.

⁹⁹ ANOM, série EE, dossier 1121.

colonie à la différence de la métropole¹⁰⁰. Il existe certes un contrôleur mais il est soumis en partie à l'ordonnateur : nombre de contrôleurs deviennent ensuite ordonnateurs ou intendants de la colonie.

Certains en profitent pour réévaluer leurs appointements de manière dispendieuse. L'expédition de Kourou, les rêves de grandeur qu'elle a inspirés et la cacophonie de son organisation ont permis de tels débordements financiers. Les difficultés financières de l'ordonnateur Morisse sont connues : cet homme gère aussi mal ses finances personnelles que celles de la colonie. A court de liquidités, il entre dans l'administration du gouverneur de Turgot comme subdélégué et obtient de celui-ci cinquante mille livres d'appointements et soixante-quatre mille livres de gratifications annuelles¹⁰¹. Il exige et obtient le paiement de six mois par avance. Enfin, Morisse ne retire pas ses rations en nature mais en argent équivalent « *ce qui fait double employ pour le roi* »¹⁰². Présent depuis 1747, le commissaire des Essarts rapporte en 1765 les abus qu'il constate dans la nouvelle colonie. Une instruction est ouverte à la suite de nombreuses dénonciations qui mène Morisse en prison. Cet individu semble avoir planifié ses forfaitures à la lumière de ses connaissances de la chose administrative : toutes ses opérations ont été visées par le gouverneur Turgot lui en faisant ainsi porter la responsabilité¹⁰³. Et le mémoire d'instruction de conclure que si les appointements de Morisse étaient modiques et insuffisants pour tenir son rang, il lui aurait fallu remplir ses fonctions et trouver l'occasion de se faire honneur et mériter ainsi une gratification au lieu de se l'attribuer. En conséquence, un arrêt de 1770 lui ordonne la restitution de plus de soixante huit mille livres en considération du trop perçu¹⁰⁴. Le règlement d'une telle affaire est rare. Il faut attribuer la sanction de cet homme au fait qu'il a essayé d'entraîner le gouverneur de Turgot avec lui et à l'absence d'un réseau d'appuis et de soutien qui aurait pu plaider sa cause auprès du ministre et du premier commis.

¹⁰⁰ ANOM, série A, registre 4, f°128.

¹⁰¹ Ou 36 000 livres, les montants entre les différents dossiers se contredisent.

¹⁰² ANOM, série E, dossier 317.

¹⁰³ ANOM, série E, dossier 317 : « *M Morisse dans toutes ses fausses opérations a toujours eu la précaution de se faire donner des ordres par M Turgot. Il connaissait le service, et il est d'autant plus répréhensible d'avoir excité les fautes de M Turgot* ».

¹⁰⁴ ANOM, série A, registre 13, f°8.

Des administrateurs aux poches percées sont courants dans les colonies. Ces hommes gèrent aussi mal leurs finances personnelles que celles de la caisse de Guyane. Au cours de la dernière décennie du siècle, le Trésor se révèle à plusieurs reprises vide à l'occasion de la passation entre deux administrateurs. Jeannet-Oudin quitte assez précipitamment la colonie de Guyane à l'annonce du décès de son protecteur et oncle, Danton. Son successeur, Cointet découvre à son arrivée les caisses du Trésor vides¹⁰⁵. Jeannet-Oudin est présenté comme un homme dont la préoccupation première est « *le soin de faire une grande fortune* »¹⁰⁶. Tout fait l'objet de la convoitise de l'administrateur et ses caprices sont passés sous silence par les hommes qu'il a placés comme l'ordonnateur Arnaud de Corio. Ne bénéficiant plus de ses protections, il est destitué en 1800 pour concussions et abus de pouvoir¹⁰⁷. Les malversations ne sont donc pas toujours impunies !

¹⁰⁵ ANOM, série EE, dossier 515 15 : « *Le citoyen Cointet, tenu de justifier sa conduite pendant qu'il a exercé les fonctions de gouverneur de Cayenne, et particulièrement l'employ des sommes qu'il s'est fait remettre, expose que placé à la tête du gouvernement d'un pays, au moment où le trésor public ne possédait pas un écu en numéraire, chargé de défendre une colonie qui n'offrait déjà plus que la perspective désolante d'une ruine prochaine ; contrarié, observé plutôt que secondé par les corps constitués pour concourir avec lui au soutien et à la bonne administration du pays, il a été obligé de recourir à des mesures extraordinaires et toujours nouvelles et entraîné forcément à des dépenses occasionnelles et secrètes* ».

¹⁰⁶ Aymé Jean-Jacques. *Déportation et naufrage de JJ Aymé, ex-législateur suivis d'un tableau de vie et mort des déportés, à son départ de la Guyane : avec quelques observations sur la colonie et sur les nègres*. Paris : Maradan, 1800. p. 104 et suivantes : « *Ses moyens étaient simples. Quelques personnes m'ont assuré qu'il s'appropriait le produit des habitations de l'État ; ce qui est peut-être exagéré : mais tous les habitants auxquels j'en ai parlé, m'ont unanimement attesté qu'il faisait tourner à son profit les prises faites par les bâtiments de la République. Ce qu'il y avait de révoltant, c'est qu'il faisait en même temps main-basse sur la plupart des neutres ou alliés qui passaient dans ces parages, ou entraînent de bonne foi à Cayenne. C'était pour eux un véritable forban, quoique, pour se mettre à couvert, il eût l'air de respecter les formes. (...) Lorsqu'une prise était amenée, ou qu'il saisissait un navire dans le port, il faisait emporter chez lui ce qui lui plaisait, et se bornait à faire vaguement inventorier le reste. Il n'en prenait pas moins ensuite, sans reçu, dans le magasin public, ce qui était à sa fantaisie, et ne trouvait pas mauvais que ses subordonnés l'imitassent un peu ; il conjugait plaisamment, avec eux, le verbe voler, et disait, en riant, je vole, tu voles, il vole, nous volons, etc.* ».

¹⁰⁷ Michaud Louis-Gabriel. *Biographie universelle ancienne et moderne : histoire par ordre alphabétique de la vie publique et privée de tous les hommes...* Leipzig : Librairie de F. A. Brockhaus, 18 ??, tome 21, p. 24.

C. « Etre prince dans son royaume » : les tendances despotiques pour des hauts fonctionnaires

« Comment voulez vous qu'un chef ainsi placé et armé de pareils instruments assure le règne de la justice, de l'ordre, des lois ? Il est impossible qu'il y parvienne s'il n'est investi d'un pouvoir illimité ! Je ne m'en dissimule pas les dangers et les abus, quelque circonscrit que soit le théâtre sur lequel il exerce. Mais plus un peuple est petit, mieux le gouverneur de la famille lui va et rien ne ressemble autant au père de famille qu'un gouverneur à pouvoir illimité¹⁰⁸ ». Un gouverneur tout puissant est pour le gouverneur de Laussat la solution à la crise dans la gestion des colonies par la France et la fin de la dispersion des deniers de l'Etat. Pour autant, Laussat est conscient que sa proposition présente un revers et non des moindres. L'abus d'autorité est certainement la critique la plus souvent apposée aux administrateurs coloniaux et ce dès les premiers temps de l'établissement.

Abus de pouvoir, absolutisme, arbitraire, autoritarisme, despotisme, dictature, omnipotence, prépotence, tyrannie... Les mots ne manquent pas aux colons pour dénoncer les usages de leurs administrateurs, usages ne se limitant pas à une période précise. Les dénonciations incriminent aussi bien l'ordonnateur Lefebvre d'Albon, le « roi de Cayenne¹⁰⁹ », que Victor Hugues, « le tyran des Antilles » d'après Ramel¹¹⁰.

Ces travers touchent majoritairement les officiers supérieurs dont les gouverneurs mais aussi dans une certaine mesure les ordonnateurs et intendants. Le caractère aventurier des premiers temps de l'établissement de

¹⁰⁸ AD-93, série 1J, n° 115 : Baron Pierre-Clément de Laussat, gouverneur de Guyane, Correspondance secrète et confidentielle avec son excellence le ministre de la Marine et des colonies, 1822-1823.

¹⁰⁹ Artur Jacques-François, *op. cit.*, p. 471.

¹¹⁰ Ramel Jean-Pierre. *Journal de l'adjudant-général Ramel, commandant de la garde du Corps législatif de la République française, l'un des déportés à la Guiane après le 18 fructidor, sur les faits relatifs à cette journée, sur le transport, le séjour et l'évasion de quelques-uns des déportés.* [s.n.], 1799. p. 81.

Guyane ne fait pas éviter des tendances autoritaires¹¹¹. Rémy Guillouet d'Orvilliers subit plusieurs rappels à l'ordre du ministère de la Marine. Il lui est demandé de se justifier en 1705 sur des licenciements inopportuns de soldats et sur la brutalité avec laquelle il gouverne la colonie¹¹². L'inspecteur Lefebvre d'Albon est sollicité pour corroborer les explications du gouverneur qui se justifie de bons services¹¹³. La violence du gouverneur refait parler d'elle en 1708 : le ministre s'inquiète et charge d'Albon de lui fournir des éclaircissements au sujet des violences et des abus de pouvoir de Guillouet d'Orvilliers. Les trop nombreuses allégations envers ce gouverneur laissent présager la véracité des faits qui lui sont reprochés. Le temps et l'organisation croissante de la colonie ne calme pas cet officier. Il se heurte en 1712 à un autre officier qui ne se laisse pas intimider par le vieux colonial. Morlhon de Grandval informe sa hiérarchie de sa profonde mésentente avec le gouverneur en place qui fait preuve d'avidité et de violence dans son service. Une telle attitude n'est pas sans conséquence et Morlhon de Grandval s'inquiète des bruits de projets de désertion formés par plusieurs soldats¹¹⁴. Tel Villegagnon dans le roman *Rouge Brésil* de J-C. Ruffin, le caractère pionnier de l'établissement justifie aux yeux du gouverneur Guillouet d'Orvilliers une attitude omnipotente.

Les habitants dénoncent les abus de leurs administrateurs mais ils ne sont pas les auteurs de la majorité des plaintes : si certains tirent avantage de la situation par les alliances faites avec ces officiers, les autres se taisent par crainte de représailles. Ce sont d'autres administrateurs qui portent au regard et à l'analyse du bureau des colonies les abus dont ils peuvent être témoins.

Les qualificatifs se démultiplient grâce à l'imagination des littérateurs face à ces hommes se considérant en prince des tropiques. Pitou voit Jeannet-Oudin comme « *chef suprême de la colonie, sous le nom d'agent, commande en sultan, aux noirs, aux habitants comme aux soldats : sa volonté fait la loi, rien ne contrebalance son autorité...* »¹¹⁵. Il est suivi en

¹¹¹ Bien qu'il ne s'agisse que d'un roman – historique avec une importante documentation –, l'expérience de Villegagnon au Brésil en est le parfait exemple à travers le roman *Rouge Brésil* de Jean Christophe Ruffin, publié chez Gallimard en 2001.

¹¹² ANOM, série B, registre 31, f°456.

¹¹³ ANOM, série B, registre 31, f°623 & 625.

¹¹⁴ ANOM, série B, registre 33, f°171.

¹¹⁵ Pitou Louis-Ange. *Voyage à Cayenne, dans les deux Amériques et chez les anthropophages : ouvrage orné de gravures, contenant le tableau général des déportés, la vie*

ce sens par Barthélemy, ancien diplomate, banni en Guyane à la suite du coup d'Etat de fructidor : il regarde la gestion de la colonie par Jeannet-Oudin comme une monstruosité politique et administrative¹¹⁶. Ce sultan d'un nouveau genre appuie son autorité sur une association avec deux autres agents en place à Cayenne : un triumvirat – d'après Mettereaud – avec l'ordonnateur Corio et le commandant Lahorie¹¹⁷. Si ce plan intelligent satisfait chacun au début, cette alliance vole en éclat quand Lahorie tente de s'émanciper de l'emprise de Jeannet qui le fait mettre au ban de la société guyanaise et lui interdit tout retour en France.

Le successeur de Jeannet-Oudin, Burnel, ne « démérite » pas sur ce point. Une plainte est déposée en l'an VIII (1800) donnant lieu à une instruction. On lui reproche des abus de pouvoir dans sa gestion de la Guyane : détournement du cours de la justice lors des insurrections et des déportations arbitraires. Burnel a permis à des corsaires d'attaquer des bâtiments américains en contradiction avec l'attitude de la France à l'égard des Etats-Unis d'Amérique. Les différents chefs d'accusation sont égrainés sur une dizaine de pages : les irrégularités gouvernementales ont été nombreuses, les comptes complètement désorganisés et l'argent de la caisse dilapidé. Ses rapports avec les habitants sont marqués par des conflits d'autorité. Avec ses subordonnés, il lui est reproché les destitutions de deux officiers civils et d'un officier de garnison. Les hostilités entre les officiers d'administration et Burnel sont apparus au cours de l'an VII (1799) quand Burnel a accusé les deux hommes de la tenue déplorable du magasin¹¹⁸. L'affaire est jugée rapidement en première instance par le tribunal de Cayenne : les deux officiers de plume déchus sont renvoyés en France mais portent leur affaire devant le tribunal de la Charente Inférieure : elle statue

et les causes de l'exil de l'auteur, des notions particulières sur Collot et Billaud, sur les îles Seychelles, 1807, in 8°. p. 298.

¹¹⁶ « ... il était si jaloux de son autorité que, s'il eût rencontré quelque opposition, il serait devenu féroce. Cette opposition ne pouvait exister en aucune manière. Il réunissait tellement tous les pouvoirs dans sa main que, de sa propre volonté et n'ayant auprès de lui aucune espèce de conseil, il cassait les membres du département, de la mairie, tous les employés civils enfin, et les remplaçait de même. (...) Il est inconvenable que, dans un Etat qui se dit libre, un de ses agents réunisse ainsi dans ses mains tous les moyens de l'administration et de la force publique, sans la moindre apparence de contrôle et de contradiction ». Cité dans Pluchon Pierre. *Histoire de la colonisation française*. Paris : Fayard, 1991. p. 967.

¹¹⁷ AD-93, série 1J, n°115 : manuscrit de Mettereaud.

¹¹⁸ ANOM, sous série C¹⁴, registre 77, f°31.

en leur faveur cassant ainsi le premier jugement. Les éléments de cette affaire sont présentés à Paris au bureau du conseiller d'Etat Daniel Lescallier. Ce dernier évoque Burnel en ces termes : « *Burnel, dans cette occasion, est un tyran dont le caprice est la loi ; qui a des protégés, de bas flatteurs, qui s'en entoure même pour mieux réussir dans l'usurpation qu'il paroît méditer. Il agit en propriétaire, lorsqu'il n'est que le débiteur de l'autorité : on peut dire que l'autorité qui le couvre est un habit d'orgueil ; il l'ajuste à sa manière et veut qu'on ne voit de lui que l'habit* »¹¹⁹.

La Guyane semble être propice à ce déferlement d'autorité : la métropole et le contrôle du bureau des colonies sont éloignés par un océan. Encore faut-il que l'information ne parvienne pas jusqu'à Paris. Le courrier est donc important à surveiller. Béhague tente de détourner les courriers que reçoit Fusée-Aublet car il voit d'un mauvais œil les investigations du botaniste pour le compte de Choiseul¹²⁰. Bessner est coutumier de cette pratique : il vérifie le courrier du botaniste Richard et intercepte les lettres de secrétaire du gouvernement Vallet de Fayolle à son protecteur Diderot¹²¹.

L'image de l'administrateur autoritaire se matérialise avec Victor Hugues : certains ne vont-il pas qualifier sa gouvernance comme un proconsulat¹²² ? En gouverneur omnipotent, il veut tout contrôler, et notamment les affaires militaires. En conséquence, il entretient de mauvais rapport avec le chef de la garnison, le colonel Leclerc qui souffre de son intrusion constante. Cette opposition se termine par la démission de Leclerc à la fin de l'année 1804. Les habitants lui reprochent son entreprise commerciale. En effet, celui-ci avait fait l'acquisition par des moyens douteux de la maison commerciale du Sieur Descaves à la mort de ce dernier au détriment de sa veuve. Dirigée par un homme de paille, cette maison aurait été financée en partie par des fonds détournés de l'Etat. On suspecte également Victor Hugues d'avoir favorisé indirectement le marronnage dans certains quartiers handicapant le développement des autres habitations au profit de la

¹¹⁹ ANOM, sous série C¹⁴, registre 78, f°23.

¹²⁰ Touchet Julien. *Botanique et colonisation en Guyane française (1720-1848) : le Jardin des Danaïdes*. Guyane : Ibis Rouge Editions, 2004. p. 134.

¹²¹ ANOM, sous série C¹⁴, registre 56, f°258.

¹²² Ho Choung Ten Jean-Pierre. « Le proconsulat de Victor Hugues en Guyane 1800-1809 », *Equinoxe*, n° 16, avril-juin 1982, p. 1-18.

sienne¹²³. La débauche d'autorité – dont Victor Hugues a fait preuve – a poussé les derniers mécontents à se plaindre auprès du ministère de la Marine et des colonies, mais les doléances sont interceptées par Victor Hugues qui menace de déportation quiconque renouvelant cette tentative¹²⁴. Victor Hugues présente une pratique du pouvoir colonial profondément ancrée dans le XVIII^e siècle : il ne diffère qu'en très peu de points des gouverneurs de l'Ancien Régime.

Conclusion

En 1822, lors de son arrivée dans la colonie, le gouverneur de Laussat fait un constat d'impuissance amère : « *Les escroqueries et les brigandages sont aisés et communs dans cet amas de mauvais sujets.... Et le gouverneur ne peut les empêcher ni y remédier ; les autorités qui l'entourent restent dans l'inaction ou connivent ou prévariquent par faiblesse, nullité, condescendance. Et lui-même, tantôt la compétence judiciaire ou administrative, tantôt l'empire des formes ou les droits sacrés de la liberté individuelle, lui tiennent les mains liées et le rendent forcément spectateur passif et impuissant du désordre* »¹²⁵. Le catalogue des prévarications et des dysfonctionnements de l'administration locale lui fait réclamer une nécessaire réforme du système et des hommes. Il reproche en premier lieu à ces fonctionnaires de considérer leur place comme un moyen d'assurer leurs intérêts personnels. Enfin, un esprit d'insubordination semble animer une majorité de ces agents locaux¹²⁶. L'esprit d'irrévérence et d'indiscipline est d'autant plus fort que la colonie sort d'une parenthèse de huit ans d'occupation portugaise qui a laissé à une junte d'habitants la gestion de la colonie. C'est un petit monde où les nouveaux venus, bien qu'auréolés de leur autorité gouvernementale, ont du mal à s'imposer.

¹²³ *Ibid.*, p. 12.

¹²⁴ *Idem.*

¹²⁵ AD-93, série 1J, dossier 115 : lettre de Laussat au ministre, Cayenne, le 27 juin 1822.

¹²⁶ AD-93, série 1J, dossier 115 : « *Non seulement on y est excessivement ignorant, mais on n'y regarde les fonctions publiques que comme un moyen de faire d'abord de préférence ses propres affaires et puis celles de ses amis. On est même la dessus d'un candeur impudente et inconvenable les intérêts surtout qu'il est de principe de toujours sacrifier, ce sont les intérêts du roi. (...) Voila pourtant le premier corps de la colonie ce monde fuit tant qu'il peut ce qui est au dessus de lui et, quand il s'agglomère dans sa sphère, il conspire* ».

Le choix qui a été fait de cet administrateur-plantier, en dépit des volontés initiales de Colbert, est principalement la raison des fraudes et abus constatés. Les connexions avec la société créole influencent les décisions de ces officiers. Jacques-François Artur, médecin à Cayenne au XVIII^e siècle, n'est pas dupe de ce jeu d'acteur auquel il participe également : « *il était trop facile aux personnes en place, à des communautés toujours puissantes, de gagner un seul homme, et d'en extorquer par importunité ou autrement, tels jugements qu'ils pouvaient souhaiter*¹²⁷ ». Cet étalage d'abus et de fraudes participe à une image toutefois très négative de l'administration. Il se pose en retour la question de l'arsenal de sanctions qui s'oppose à ces démonstrations de pouvoir personnel de la part des administrateurs du roi. Le cas des colonies françaises est à mettre en perspective avec d'autres possessions européennes : la corruption et la fraude représentent davantage la norme que l'exception et cela jusqu'à la fin du XIX^e siècle. A l'"exemple" des Amériques espagnoles voisines, la corruption est toujours aussi importante et institutionnalisée¹²⁸.

Il convient de s'arrêter un instant sur la perception par les habitants de cette attitude profondément à l'opposition des missions dévolues aux administrateurs. Le courrier parvenant au bureau des colonies fait état des critiques, de demandes d'arbitrage de la part du secrétaire d'Etat, mais très rarement de demandes de rappel de certains fonctionnaires. La raison en est simple : le courrier partant pour la métropole est contrôlé. Toute critique trop véhémente est ainsi écartée. C'est pourquoi les électroniciens libres comme les botanistes et autres scientifiques qui ne sont que de passage et sans attaches avec le gouvernement local sont autant d'informateurs d'une situation d'abus.

Des réformes sont envisagées, réfléchies et appliquées tout au long du XVIII^e siècle. La réflexion sur l'administration de possessions ultramarines par la France n'est qu'à son début. Malgré les réformes et le passage au XIX^e siècle, des permanences dans les usages demeurent, notamment les abus de pouvoirs. Charles-André Julien conclut son introduction sur les personnalités ayant participé à l'histoire coloniale de la France à l'époque contemporaine ainsi : « *Dès qu'on franchit la mer, on s'aperçoit que la conception de la liberté de pensée et de la liberté*

¹²⁷ Artur Jacques-François, *op. cit.*, p. 263.

¹²⁸ Huetz de Lemps Xavier, *op. cit.*, p. 11.

individuelle devient plus restrictive alors que les passions s'exaltent. On dirait que le chef colonial se croit, quelque peu, de droit divin. (...) L'homme isolé et libre d'agir tourne facilement au tyran sanguinaire »¹²⁹.

¹²⁹ Julien Charles-André. *Les techniciens de la colonisation*. Paris : PUF, 1946. p. 14.

RESUME

De la pratique à l'abus :

Pouvoirs, clientélisme et administrateurs au XVIII^e siècle

Au XVIII^e siècle, l'administration coloniale locale de Guyane représente une configuration particulière d'administrateurs, d'employés ou autres, simplement des personnes qui ont chacune leurs perceptions, leurs demandes et leurs perspectives individuelles tout en oeuvrant à l'intérieur d'un espace social commun. Au milieu de cette administration coloniale voulue par Colbert, le conseil souverain puis supérieur représente un point de convergence entre les principaux responsables et les habitants les plus importants. A la fois lieu de pouvoir et de représentation, le conseil supérieur de Cayenne devient le centre des enjeux du pouvoir et le théâtre de réseaux d'influence. Si ces phénomènes échappent le plus souvent à l'emprise de la production archivistique classique, ils ne sont pas moins intéressants à analyser. En particulier, la corruption, considérée ici comme la poursuite d'un intérêt privé aux dépens d'un intérêt public, pose le problème de la séparation entre la sphère publique et la sphère privée.

ABSTRACT

From practice to abuse :

Powers, clientelism and administrators in the 18th century

In the 18th century, the local colonial administration of French Guiana represents a particular configuration of administrators, employees or others, simply people with their own perceptions, demands and individual perspectives while working within a common social space. In the middle of this colonial administration required by Colbert, the supreme, then superior council represents a point of agreement between the main officials and the most important inhabitants. The superior council of Cayenne is at the same time a place of power and of representation, and thus becomes the centre of issue of power and the theatre for the network of influence. If these

phenomena escape most of the time from the ascendancy of the classical archivist production, they are not less interesting to analyse. Especially corruption, considered here as the pursuit of a private interest at the expense of a general interest, poses the problem of the separation between public sphere and private sphere.